

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Nantes, le 16 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAVED

RD 139
Route de Mouliherne - Clefs
49490 NOYANT-VILLAGES

Références : SRNT/2022-0706
Code AIOT : 0006302581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement SAVED implanté RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 NOYANT-VILLAGES. L'inspection a été annoncée le 19/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants. La vérification porte sur le respect des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et AST des appareils de mesure en continu exploités sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVED
- RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 NOYANT-VILLAGES
- Code AIOT : 0006302581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La Société Anjou Valorisation Énergie Déchets (SAVED), filiale du groupe VEOLIA, exploite depuis janvier 2005, à Lasse sur la commune de NOYANT-VILLAGES, une installation d'incinération et de valorisation de déchets non dangereux d'une capacité maximale de 120 000 t/an.

L'exploitation est réalisée dans le cadre d'une délégation de service public du Syndicat mixte Intercommunal de Valorisation Et de Recyclage Thermique des déchets (SIVERT).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en place des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et AST
- performance énergétique
- contrôle vidéo des déchargements de déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
5	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
6	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
7	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
11	Contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1er	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
2	Mesures en continu CO, O ₂ , H ₂ O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
3	Mesure en semi-continu des PCDD/F	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
8	Conditions T, P, H ₂ O, O ₂	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
9	Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
10	Performance énergétique	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que les procédures QAL2 et AST prévues dans les normes en

vigueur sont bien mises en oeuvre sur les appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques générés par l'installation afin de vérifier qu'ils répondent bien aux exigences de performance et de contrôle qualité décrites dans ces normes même si des compléments restent à apporter. Toutefois, les certificats QAL1 des appareils n'ont pas pu être remis et la procédure QAL3 n'est pas mise en oeuvre.

Concernant le contrôle vidéo des déchargements de déchets dans l'installation, il doit être mise en oeuvre (enregistrement et conservation des données) conformément au décret n°2021-345 du 30/03/2021 (repris à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement) sans attendre le remplacement de la caméra de la "zone encombrants" (caméra n°6) et la réalisation de la formation.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : - poussières totales ; - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés.</p> <p>La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.</p> <p>Constats : Les paramètres listés ci-dessus sont mesurés en continu, y compris le NH₃ (cf. rapport mensuel d'août 2022), à l'exception du fluorure d'hydrogène (HF). Selon l'exploitant, les teneurs en HCl mesurées étant faibles (traitement au lait de chaux) par rapport à la VLE journalière de 9 mg/Nm³ imposée dans l'AP du 26/10/2004 (elle-même inférieure à celle imposée dans l'AM du 20/09/2002 de 10 mg/Nm³), il n'y a pas lieu de mesurer en continu l'HF. Les émissions d'HF font l'objet de 2 mesures par an par un organisme accrédité comme prévu dans l'arrêté préfectoral de 2004.</p> <p>D'après le dernier rapport d'essais réalisé par l'APAVE (mesure des rejets atmosphériques réalisée les 10 et 11 mai 2022), les teneurs en HCl et HF sont respectivement de 2,98 et 0,083 mg/Nm³ pour des VLE de 9 et 0,5 mg/Nm³ imposée dans l'AP de 2004 (moy à 7,71 mg/Nm³ en HCl sur le rapport mensuel d'août 2022 de l'exploitant, valeur corrigé à 11 % d'O₂ - IC 95%).</p> <p>Pour les NO_x, analyse de NO et NO₂ selon l'exploitant. Les données brutes sont envoyées vers le « poste » DREAL qui fait la conversion automatiquement. Lors de la visite, il a pu être constaté sur la plaque des 2 analyseurs multigaz (1 titulaire et 1 redondant pour chaque mesure hors poussières, analyseurs par absorption infra-rouge à transformée de Fourier ABB) l'indication de la mesure de NO et NO₂.</p> <p>A noter que les poussières sont mesurées par 2 appareils de mesure (opacimètres laser OLDHAM) différents des 2 analyseurs multigaz précités. Toutefois, chaque analyseur poussières « travaille » spécifiquement avec un analyseur multigaz.</p> <p>Pas de dépassement constaté des VLE journalières dans le rapport mensuel d'août 2022 transmis par l'exploitant le 05/09/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures en continu CO, O₂, H₂O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu CO, O ₂ , H ₂ O
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.</p>
<p>Constats : La mesure en continu du CO, de l'humidité (H₂O) est réalisée en continu via les analyseurs mentionnés dans le constat précédent. L'O₂ est mesuré via une sonde zirconium.</p> <p>Selon le rapport mensuel d'août 2022 transmis par l'exploitant le 05/09/2022, la température des gaz à la cheminée, le débit et la vitesse d'éjection des gaz sont suivis en continu.</p> <p>Pas de dépassement constaté au travers de ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure en semi-continu des PCDD/F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en semi-continu des PCDD/F
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. b-1. Dispositions générales. L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I.</p> <p>Annexe I d) : Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus de gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de 4 semaines.</p>
<p>Constats : La mesure en semi-continu des dioxines et furannes est réalisée.</p> <p>Les mesures de dioxines et furannes sont réalisées par SECAUTO (Donges), organisme accrédité (attestation COFRAC n°1-6032 rév. 4 – validité du 01/01/2021 au 31/12/2025) portant sur le domaine suivant : ENVIRONNEMENT / QUALITE DE L'AIR / Echantillonnage – Prélèvement Qualité de l'air - Emissions de sources fixes - LAB REF 22 P pour la concentration massique en PCDD/PCDF et PCB de type dioxine et furane des émissions de sources fixes. Il est assisté d'un laboratoire sous-traitant : Micro Polluants Technologie (accréditation COFRAC n°1-1151 rév. 16 – validité du 17/05/2022 au 31/10/2025).</p> <p>Le rapport de mesure 2022_08-LASS - Rapport Dioxines, portant sur les prélèvements réalisés du 28/06/2022 au 26/07/2022, indique une concentration en PCDD et PCDF sur gaz sec à 11 % d'O₂ de 0,0031 ng/Nm³ très inférieure à la valeur limite de 0,08 ng/Nm³ de l'article 10.4.3 de l'AP du 26/10/2004 (et donc inférieure à la valeur limite indiquée dans l'AM du 20/09/2002). Le flux moyen est de 6,22 µg/j pour un flux journalier maximal, défini dans l'article 10.4.3 de l'AP du 26/10/2004 modifié, de 0,15 mg/j.</p> <p>Pas de dépassement constaté au travers de ce rapport mensuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis lors de la visite un document transmis à la mise en service de l'installation par le CNIM (Constructions Industrielles de la Méditerranée) intitulé fiches QAL 1 – Analyseur de gaz sortie cheminée du 17/07/04. Le fournisseur des analyseurs multigaz 1 et 2 est ABB.</p> <p>Ce document ne correspond pas au certificat QAL 1 délivré par les organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en Allemagne par le TÜV et l'UBA (Umweltbundesamt : agence fédérale de l'environnement), • en Angleterre : par CSA Group selon le système de certification pour la surveillance MCERTS, de l'Agence pour l'Environnement. <p>L'exploitant doit demander le certificat correspondant, pour chacun de ses appareils de mesure en continu et les transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>Concernant les analyseurs de poussières (opacimètres laser OLDHAM) le QAL1 ne serait pas nécessaire selon l'exploitant. Il doit également demander le certificat correspondant, pour chacun de ses analyseurs et les transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>Observations : A noter que selon la norme NF EN 14181 – annexe H.2, pour les appareils de mesure en continu installés sur un site industriel qui ne disposent pas d'un certificat QAL1, il est admis que, si le QAL2, le QAL3 et l'AST sont conformes, alors, l'exploitant peut maintenir son équipement en service pendant le reste de sa durée de vie théorique.</p> <p>Si l'exploitant n'effectue pas les QAL2, QAL3 et AST et que l'équipement ne dispose pas de QAL1, l'exploitant devra se mettre en conformité en réalisant les procédures QAL2, QAL3 et AST ou en changeant d'appareil au profit d'un équipement certifié et devra tout de même effectuer les procédures QAL2, QAL3 et AST.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p> <p>Constats : Le rapport du 18/01/2021 concernant la mise en œuvre de la procédure QAL 2 a été remis lors de la visite. La procédure a été réalisée les 3-4 et 5 novembre 2020. Cette procédure devant être réalisée tous les 3 ans pour l'incinération, le prochain doit être réalisé au plus tard en novembre 2023.</p> <p>Le QAL2 a été réalisé par l'APAVE de Saint Herblain (44) qui dispose d'une accréditation COFRAC n°1-0292 rév. 20, valable du 01/09/2022 au 31/08/2027 portant sur la Qualité de l'air – Emissions de sources fixes pour la mise en œuvre des contrôles QAL2 et AST selon les normes NF EN 14181 et FD X 43-132).</p> <p>La procédure QAL2 a porté sur l'ensemble des paramètres devant faire l'objet de mesures en continu : CO, NOx, COT, poussières, SO₂, HCl, et également sur les paramètres O₂ et l'humidité, à l'exception du paramètre NH₃. A noter que, comme indiqué dans le point de contrôle n°1, les teneurs en HCl mesurées étant faibles par rapport à la VLE journalière imposée dans l'AM du 20/09/2002, la mesure en continu l'HF n'est pas effectuée. Les émissions d'HF font l'objet de 2 mesures par an par un organisme accrédité.</p> <p>L'exploitant doit justifier des raisons pour lesquelles le paramètre NH₃ n'est pas intégré à cette procédure QAL2 alors que ce paramètre semble être suivi en continu selon le rapport mensuel d'août 2022 transmis. A défaut, ce paramètre devra être intégré dans le prochain QAL2 qui devrait être réalisé en 2023.</p> <p>Pour les paramètres H₂O, O₂, NOx et HCl et pour chacun des AMS, 18 mesures ont été réalisées et pour les paramètres CO, COVT, poussières et SO₂ seules 6 mesures ont été réalisées. Les ajustages ont été jugés corrects (après ajustement pour l'O₂ de l'AMS 2). Des explications doivent être apportées sur cet écart du nombre de mesures réalisées. En effet la norme NF EN 14181 précise qu'au moins 15 mesurages doivent être réalisés sauf cas spécifiques dûment justifiés.</p> <p>En conclusion, l'APAVE indique qu'«au sens de la norme NF EN 14181 et du fascicule FD X 43-132 les analyseurs soumis à étalonnage sont conformes. Les réponses respectent les critères de variabilité et les fonctions déterminées peuvent être intégrées dans le système d'exploitation.» Cet organisme mentionne toutefois que pour les poussières, bien que le critère de variabilité soit conforme, la fonction d'étalonnage déterminée ne permet pas une correction fiable et conseille de ne pas intégrer la fonction correspondante dans le système de traitement des données mais d'adopter la fonction y=x à la place. A noter que le coefficient de détermination R² pour les poussières est de 0,01 (pour l'AMS1) et 0,04 (pour l'AMS2), valeurs très éloignées de 0,8.</p> <p>Pour justifier la prise en compte de cette fonction, il est fait mention dans le rapport du fait que les mesures SRM sont inférieures à 10 % de la VLE (C_{max} de 0,62 mg/Nm³ et C_{moy} de 0,4 mg/Nm³ dans le rapport mensuel d'août 2022 pour une VLE de 5 mg/Nm³ dans l'AP de 2004 et de 10 mg/Nm³ dans l'AM de 2002) ce qui justifierait l'adoption de la fonction d'étalonnage y=x jusqu'à la VLEj.</p> <p>Les différentes droites d'étalonnage sont bien fournies dans ce rapport mais l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'elles ont bien été intégrées suite à ce QAL2, malgré un contact avec le prestataire en charge du système d'acquisition des données (SECAUTO).</p> <p>L'exploitant doit justifier de l'intégration de ces droites dans le système d'exploitation de son</p>

installation pour l'ensemble des paramètres, y compris les poussières. Des anomalies et écarts sont toutefois signalés mais selon l'APAVE cela n'a pas d'influence ni sur les mesures, ni sur la détermination des fonctions d'étalonnage et ne remet pas en cause le jugement de validité. La seule anomalie non réglée est l'absence de mise en place de la procédure QAL 3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : La procédure QAL3 n'est pas mise en œuvre par l'exploitant. ABB (fournisseur) fait un rapport de maintenance préventive pour chaque analyseur tous les 6 mois. L'exploitant a remis lors de la visite le rapport d'intervention du 5 au 7 septembre 2022. Cette intervention porte sur l'étalonnage des analyseurs (à l'exception des poussières) ainsi que : <ul style="list-style-type: none"> • le remplacement des pièces de maintenance type filtre, détecteurs... • la maintenance des filtres à poussières • l'étalonnage/compensation du système d'analyse. <p>Toutefois, cette maintenance préventive ne correspond pas à un QAL3 qui est un contrôle qualité du système automatique de mesurage réalisé en routine et devant être conforme à la norme NF EN 14181.</p>
Observations : Actuellement, la procédure QAL3 n'est pas imposée explicitement par l'AP du 26/10/2004 de l'installation. La circulaire du 12/09/2006 relative aux appareils de mesure en continu utilisés pour la surveillance des émissions atmosphériques ne rend explicitement obligatoire que les AST/QAL2. Toutefois, dans le cadre du réexamen de son installation au regard de la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets (BREF WI), l'exploitant doit démontrer comment il respecte le point suivant : « mesures fiables, répétables et reproductibles » (point 2.2.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021). Les dispositions de cet arrêté ministériel sont applicables au plus tard le 3 décembre 2023. De plus, comme indiqué au point de contrôle n°4, si l'exploitant n'effectue pas les QAL2, QAL3 et AST et que l'équipement ne dispose pas de QAL1, l'exploitant devra se mettre en conformité en réalisant les procédures QAL2, QAL3 et AST ou en changeant d'appareil au profit d'un équipement certifié et devra tout de même effectuer les procédures QAL2, QAL3 et AST. La mise en œuvre de cette procédure QAL3 semble indispensable.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis lors de la visite le dernier rapport AST (test annuel de surveillance) réalisé par l'APAVE Saint Herblain (rapport n°21146986-1 Version 1 du 05/12/202021, date d'intervention du 15/09/2021), et concernant les AMS 1 et 2 (systèmes automatiques de mesurage) présents sur le site (1 seul conduit d'évacuation). L'APAVE dispose d'une accréditation COFRAC n°1-0292 rév. 20 (cf. éléments indiqués dans le point de contrôle concernant le QAL2). Un nouveau test AST (donc à une fréquence annuelle) a été réalisé en septembre 2022 mais le rapport n'est pas encore disponible à la date de la visite.</p> <p>Comme pour le QAL2, le test annuel a porté sur l'ensemble des paramètres devant faire l'objet de mesures en continu : CO, NOx, COT, poussières, SO₂, HCl, et également sur les paramètres O₂ et l'humidité, à l'exception du paramètre NH₃. A noter que, comme indiqué dans le point de contrôle n°1, les teneurs en HCl mesurées étant faibles par rapport à la VLE journalière imposée dans l'AM du 20/09/2002, la mesure en continu l'HF n'est pas effectuée. Les émissions d'HF font l'objet de 2 mesures par an par un organisme accrédité.</p> <p>L'exploitant doit justifier des raisons pour lesquelles le paramètre NH₃ n'est pas intégré au test annuel de surveillance (AST) alors que ce paramètre semble être suivi en continu selon le rapport mensuel d'août 2022 transmis. A défaut, ce paramètre devra être intégré dans le prochain AST qui sera réalisé.</p> <p>Pour chaque paramètre et pour chacun des AMS, 6 mesures ont été réalisées et les ajustages ont été jugés corrects.</p> <p>En conclusion, l'APAVE indique qu'«au sens de la norme NF EN 14181 et du fascicule FD X 43-132 les analyseurs sont conformes. Les réponses respectent les critères de variabilité et de justesse et les fonctions déterminées lors du QAL2 sont toujours exploitables.» Des anomalies et écarts sont toutefois signalés qui ne remettent pas en cause la validité des résultats obtenus. Comme pour le QAL2, la seule anomalie non réglée est l'absence de mise en place de la procédure QAL 3.</p> <p>L'exploitant doit justifier de quelle manière les anomalies et écarts mentionnés dans le rapport APAVE sus-mentionné sont pris en compte et résolus.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions T, P, H₂O, O₂

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H ₂ O, O ₂
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté.
Constats : Les valeurs indiquées sur le poste destiné aux contrôles de la DREAL sont différentes de celles indiquées sur le poste de contrôle de l'opérateur car, selon l'exploitant, ce sont des valeurs corrigées en O ₂ et humidité et elles correspondent à la valeur ajustée à laquelle l'intervalle de confiance a été soustrait. Dans le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 27/06/2022 (intervention du 10/05 au 11/05/2022) de l'APAVE, il est bien indiqué que les résultats sont exprimés dans les conditions réglementaires à savoir sur gaz secs dans les conditions normales (1 013 mbars, 273 K) ramenées à une teneur en O ₂ de 11 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures périodiques des polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures périodiques des polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en Semi-continu. L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes. [...] Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.
Constats : Une mesure des rejets atmosphériques de l'UVE est réalisée 2 fois par an par l'APAVE de Saint Herblain (44) qui dispose d'une accréditation COFRAC n°1-0292 rév. 20, valable du 01/09/2022 au 31/08/2027 portant sur la Qualité de l'air – Emissions de sources fixes. Le dernier rapport disponible a été remis lors de la visite. Il s'agit du rapport d'essais n°21591897-1 du 27/06/2022 portant sur une intervention des 10 et 11 mai 2022. La mesure porte sur l'ensemble des paramètres indiqués dans cet article.
En conclusion de ce rapport, aucun dépassement n'est à signaler et les VLE sont respectées. A noter que pour certains paramètres, les valeurs mesurées sont très faibles. Une nouvelle mesure a été réalisée début septembre 2022 toutefois le rapport d'essais n'est pas encore disponible lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Performance énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 33-2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualification de l'opération de traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,65 pour les installations autorisées après le 31 décembre 2008, à 0,65 pour les installations ayant fait l'objet d'une extension augmentant leur capacité de traitement ou d'une modification notable par renouvellement des fours après le 31 décembre 2008 ou à 0,60 pour les autres installations ; - l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 31 ;
<p>Constats : Dans son rapport annuel DREAL 2021, l'exploitant indique que la performance énergétique 2021 de l'installation, au sens de l'arrêté ministériel du 7 décembre 2016 (arrêté ministériel ayant modifié l'annexe VI de l'AM du 20 septembre 2020 portant sur le calcul de cette performance énergétique), s'élève à 56,29% donc inférieure à la valeur de 60% définie ci-dessus. Dans ce cas, l'opération de traitement réalisée ne peut être qualifiée d'opération de valorisation mais d'opération d'élimination.</p> <p>Cette valeur est liée à un sinistre survenu sur la turbine en novembre 2020 (problème de vibrations) dont les réparations (remise en état complète suite à la déformation du rotor et changement de l'accouplement, changement des purgeurs automatiques) n'ont pu être finalisées qu'en avril 2021.</p> <p>La performance calculée sur la période de fonctionnement normal de l'installation est de 84 %. Sur les autres années, cette performance énergétique était supérieure à 90% selon l'exploitant.</p>
<p>Observations : Suite à cet incident, le SIVERT a pris la décision d'installer un deuxième rotor ce qui représente un investissement de 750 000 euros. Ce nouveau rotor, commandé en janvier 2022, devrait être livré début 2023 sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle vidéo des déchargements de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; - la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le contrôle vidéo n'est pas opérationnel sur le site (caméra défaillante sur la zone "encombrants venant de déchetteries") même si l'ensemble des équipements a été installé fin août - début septembre 2022 (caméras, serveur).</p> <p>Sans attendre le remplacement de la caméra située sur la zone précitée, l'exploitant doit mettre en œuvre le contrôle par vidéo des déchets déchargés dans son installation tel que demandé dans le décret précité par l'intermédiaire des autres caméras mises en place.</p> <p>Observations : Par message du 25 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un message de son prestataire (DEF Sûreté) indiquant que les caméras enregistrent bien les déchargements même si la formation du personnel et la réception de l'installation n'ont pas été faites et la caméra n°6 n'a pas été remplacée. Son remplacement et la formation ne sont prévus par le prestataire que semaine 50.</p> <p>Ce point sera contrôlé lors d'une prochaine visite.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet